

Youth for Climate Luxembourg
6, rue Vauban
L-2663 Luxembourg
Luxembourg
youthforclimateluxembourg@gmail.com

Premier Ministre Xavier Bettel
2, place de Clairefontaine
L-1341 Luxembourg
Luxembourg

Luxembourg, le 26 avril 2021

Au chef du gouvernement luxembourgeois,

Monsieur le Premier Ministre Xavier Bettel,

En tant que jeunesse luxembourgeoise, nous nous engageons à défendre la justice climatique et à assurer un avenir viable. Le gouvernement nous a fait comprendre au cours des dernières décennies que l'action climatique n'est pas sa priorité. Le changement climatique continue d'être la plus grande menace pour l'humanité, et la nécessité d'une action imminente s'impose. Par conséquent, nous exigeons que l'État luxembourgeois plaide coupable des accusations portées contre eux par les six jeunes Portugais devant la Cour européenne des droits de l'homme.

En novembre 2020, six jeunes Portugais ont porté plainte contre 33 pays d'avoir pris des mesures insuffisantes contre la crise climatique et d'avoir ainsi violé les droits humains fondamentaux. Les requérants affirment que les gouvernements accusés, dont le Luxembourg, n'ont pas respecté leurs obligations en matière de protection du droit à la vie (article 2), du droit à la vie privée et familiale (article 8), et du droit à la non-discrimination (article 14) de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

La science est claire : les gouvernements européens ne font toujours pas assez pour combattre la crise climatique.

Nous savons que le gouvernement peut agir rapidement, efficacement et ainsi sauver des vies. Il y a un peu plus d'un an, le Luxembourg a pris des mesures drastiques pour s'attaquer à une crise d'importance mondiale. Une approche scientifique a été mise en œuvre pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Le gouvernement a agi de toute urgence pour sauver des vies. Nous avons pu constater de visu la vulnérabilité des communautés lorsque leur santé, leur sécurité alimentaire et leur liberté de travailler étaient menacées. Pendant des mois, nous avons été témoins de décès, de maladies et de détresse dans des proportions jamais vues depuis des décennies.

Malheureusement, d'autres crises se profilent à l'horizon, notamment la crise climatique. Cependant, le gouvernement n'a pas accordé à la protection du climat la même priorité qu'à la crise sanitaire de Covid-19. Face aux conséquences de la crise, le gouvernement a hésité à prendre des mesures

drastiques dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour lancer un accord vert significatif pour le Luxembourg, l'ambition fait défaut, et cela montre une opportunité clairement manquée. Nous demandons instamment au gouvernement luxembourgeois de lutter contre la crise climatique avec le même empressement qu'il a mis à lutter contre la pandémie de Covid-19.

Le changement climatique, qui n'est rien de moins qu'une menace existentielle pour l'humanité, a le potentiel de provoquer une destruction d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Plus de 350 organisations représentant plus de 40 millions de professionnels de la santé dans le monde ont annoncé en mai 2020 qu'une reprise véritablement saine après la crise de la Covid-19 nécessite de prendre des mesures pour prévenir la crise climatique¹. Les gouvernements européens prévoient d'investir des milliards pour stimuler nos économies ; cependant, ils doivent utiliser ces fonds pour mettre définitivement fin à la dépendance de l'Europe aux combustibles fossiles.

Historiquement, les reprises économiques ont conduit à une forte augmentation des émissions, ce qui est, selon nous, une mauvaise approche. Nous devons tirer les leçons de nos erreurs passées, et nous devons revenir en meilleure santé, plus forts et plus résistants aux crises futures. Le moment est venu de changer nos habitudes et de faire avancer les choses. Cela signifie que nous devons faire tout ce qui est possible pour arrêter la crise climatique. Nous exigeons une sortie verte de la crise Covid-19. Rien de moins ne nous garantit un avenir viable.

Les gouvernements européens sont tenus d'adopter des réductions d'émissions qui sont collectivement compatibles avec l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris. Selon le Climate Action Tracker (CAT), l'UE dans son ensemble ne prend pas suffisamment d'actions pour limiter le réchauffement à 2°C, et encore moins pour le maintenir en dessous du seuil crucial de 1,5°C².

Selon son PNEC, le Luxembourg a pour objectif, d'ici à 2030, de 1) réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % ; 2) augmenter l'efficacité énergétique de 40 à 45 % et ; 3) porter sa part de consommation d'énergie renouvelable à 25 %³. Malgré ces objectifs difficiles, la contribution du Luxembourg à la lutte contre la crise climatique reste insuffisante. Le gouvernement luxembourgeois n'a jusqu'à présent pas présenté de plan concret pour atteindre ces objectifs de manière réaliste. Le Luxembourg continue à subventionner les combustibles fossiles. À l'intérieur de ses frontières se trouve le deuxième plus grand secteur de fonds d'investissement du monde, qui n'est pas tenu responsable de ses investissements nuisibles au climat. Il s'agit d'actes flagrants de destruction du climat, à la fois par négligence et délibérément, qui sont en contradiction avec l'accord de Paris. Tout cela fait de l'État luxembourgeois un coupable qui travaille contre nos intérêts, notre droit à la vie, à la vie privée et à la non-discrimination.

En tant que membre de l'UE, le Luxembourg doit faire pression en faveur de la neutralité carbone et du maintien sous la barre des 1,5°C. Malheureusement, les politiques du gouvernement ont une fois de plus prouvé le contraire. Les deux tiers des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg proviennent de la vente de carburants. Alors qu'il est l'un des pays les plus riches du monde, la part de la production d'énergie renouvelable du Luxembourg arrive en queue de peloton par rapport à ses homologues de l'UE⁴. Le Luxembourg doit réduire drastiquement sa consommation de combustibles fossiles et ainsi mettre enfin fin à cette dépendance.

¹A #HealthyRecovery. 17 avril 2021.

²Climate Action Tracker; EU. 22 septembre 2020

³Gouvernement luxembourgeois; *Plan National Intégré En Matière d'Énergie et de Climat Du Luxembourg Pour La Période 2021-2030*. 2021, p. 10.

⁴Eurostat; *Shedding Light on Energy on the EU: What Is the Share of Renewable Energy in the EU?*. 2017

Nous devons nous défaire des combustibles fossiles pour avoir un avenir viable. En ratifiant la CCNUCC et l'accord de Paris, le Luxembourg a pris l'engagement public de prévenir toute interférence dangereuse avec le système climatique et de limiter l'augmentation de la température à 1,5°C. Pour y parvenir, le Luxembourg doit aligner les flux financiers sur les objectifs climatiques et mettre en œuvre des directives claires en matière d'investissements durables et verts⁵, mais cela ne s'est pas produit et, pire, les investissements financiers dans les combustibles fossiles n'ont fait qu'augmenter⁶. Le gouvernement n'a pas non plus réussi à établir une base solide pour désinvestir l'argent public des combustibles fossiles dans le cadre du PNEC.

Actuellement, le secteur financier n'est pas tenu de suivre nos objectifs climatiques collectifs et n'est pas obligé de réduire son empreinte carbone. Et ce, bien que les investissements produisent plus d'émissions de gaz à effet de serre que toutes les activités privées et commerciales au Luxembourg réunies⁷. En 2019, les 100 plus grands fonds d'investissement étaient responsables du financement de 39 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre dans le monde. C'est quatre fois plus que les émissions nationales du pays⁸. Cependant, il est directement lié à la politique luxembourgeoise.

L'État finance directement notre effondrement. Le Fonds de Compensation (FDC) continue de financer les 'Carbon Majors' : Shell, Total, BP, Chevron, Equinor, Fortum, Gazprom et d'autres entreprises de combustibles fossiles, responsables pour 71 % des émissions industrielles de gaz à effet de serre depuis 1988⁹. Ceci va à l'encontre de l'accord de Paris et du désinvestissement de l'argent public des combustibles fossiles.

Les entreprises figurant dans les portefeuilles d'investissement des 100 fonds auront épuisé leur budget carbone d'ici 2027, ce qui signifie que la quantité d'émissions dont elles disposent dans un scénario <2°C jusqu'en 2050 sera plutôt dépensée au cours des sept prochaines années¹⁰. Cela montre à quel point les politiques gouvernementales sont irréalistes. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une autre décennie. Nous devons agir maintenant !

La promotion de la finance verte ne suffira pas à sauver la planète ; elle est trop lente et insignifiante. Si le gouvernement veut réellement protéger le climat à l'échelle mondiale, il doit s'attaquer aux investissements de son secteur financier dans les combustibles fossiles¹¹. Il n'y a pas d'avenir où le Luxembourg puisse être neutre en carbone tout en autorisant les investissements dans les secteurs à fortes émissions.

En tant que membre du Conseil de l'Europe et signataire de la Convention européenne des droits de l'homme, le Luxembourg a l'obligation de protéger nos droits fondamentaux. Au vu des faits évoqués ci-dessus, il est difficile de se déclarer innocent. L'État doit plaider sa culpabilité, revendiquer sa faute et faire mieux. Depuis des décennies, la communauté scientifique alerte les gouvernements pour qu'ils prennent le changement climatique au sérieux. Pendant des décennies, les organisations environnementales ont exigé un changement et la fin du réchauffement de la planète. Pendant des

⁵Les partis de la coalition: DP, LSAP et Déi Gréng; *Accord de Coalition 2018-2023*. 3 décembre 2018, p. 108.

⁶Greenpeace Luxembourg; *Green Hypocrisy: Luxembourg's Pension Fund Invests in Oil and Coal*. 17 juin 2020.

⁷Greenpeace Luxembourg; *'Gréng Relance Fir Lëtzebuerg' Annulée Réaction de Greenpeace à l'Occasion de La Publication Du Plan National Intégré En Matière d'Énergie et de Climat (PNEC)*. 29 mai 2020

⁸Greenpeace Luxembourg; *Investing in Climate Change: A Climate-Related Analysis of the 100 Largest Investments Funds in Luxembourg*. 27 janvier 2021, p. 2+5

⁹Greenpeace Luxembourg; *Green Hypocrisy: Luxembourg's Pension Fund Invests in Oil and Coal*. 17 juin 2020

¹⁰Greenpeace Luxembourg; *Investing in Climate Change: A Climate-Related Analysis of the 100 Largest Investments Funds in Luxembourg*. 27 janvier 2021, p. 2

¹¹Greenpeace Luxembourg; *'Gréng Relance Fir Lëtzebuerg' Annulée Réaction de Greenpeace à l'Occasion de La Publication Du Plan National Intégré En Matière d'Énergie et de Climat (PNEC)*. 29 mai 2020

décennies, les gouvernements du monde entier ont signé des accords, fixé des objectifs et n'ont rien fait. Les émissions continuent d'augmenter, les températures continuent d'augmenter et le niveau des mers continue d'augmenter. Même au Luxembourg, nous avons ressenti les conséquences de la crise climatique. L'été dernier, nous avons vécu une pandémie mais aussi une canicule. Deux événements qui ont infligé douleur et détresse à notre communauté. Si notre gouvernement se souciait de nous, le peuple, il serait plus ambitieux et prendrait des mesures efficaces et urgentes pour réduire les effets de cette crise à venir. Nos vies sont en jeu, et surtout celles de ceux qui sont trop jeunes pour avoir une voix. Nous demandons à ce gouvernement de plaider coupable au nom de son inaction et des droits violés jusqu'à présent.

L'échec de notre gouvernement à faire face à la crise climatique aura des conséquences directes sur nos droits à la vie. Puisque cette catastrophe a des effets néfastes sur la société et nos moyens de subsistance, il est plus urgent que jamais d'opérer une transition radicale vers l'abandon des combustibles fossiles. Les problèmes qui sont apparus à la suite de cette crise doivent être traités à la source. Cela signifie accepter la culpabilité et assumer la responsabilité de la destruction de l'environnement et de la négligence climatique.

En tant que jeunes, nous risquons de subir les pires conséquences du changement climatique au cours de ce siècle. Si vous ne parvenez pas à lutter de manière adéquate et urgente contre le changement climatique, c'est nous qui porterons ce fardeau. Un futur d'effondrement environnemental n'est pas un futur. Comment osez-vous !

Signature,



Représentants de Youth for Climate Luxembourg,

Natasha Lepage (+352 691 233 100)

Julien Wald (+352 621 813 739)